

Burundi : après deux ans de crise, une économie à bout de souffle

RFI, 25-04-2017 Il y a deux ans jour pour jour, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, se portait officiellement candidat à la présidence pour un troisième mandat. Une candidature immédiatement contestée par l'opposition et la société civile et critiquée par les pays donateurs de ce pays, qui la jugent contraire à la Constitution. Pierre Nkurunziza a finalement été élu en juillet 2016, au terme d'une campagne de répression contre tous ceux qui marquaient sa candidature. Une violence d'Etat qui s'est poursuivie dans un pays dont l'économie est aussi en berne.

Cela fait un an que l'Union européenne et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux ont suspendu 40% de l'aide directe destinée au Burundi. Pour 2017, le pays doit financer son budget à hauteur de 70%, au lieu de 50% depuis 10 ans. Il a eu recours notamment à une augmentation des prix des produits de première nécessité, comme le carburant, les haricots, le sucre, le riz. Mais cela ne suffit pas, en plus d'une augmentation de la dette publique, le gouvernement a aussi réduit massivement les budgets de certains secteurs importants. L'éducation a par exemple perdu 30% de son budget, la santé de 54%, et -72% pour le secteur de l'eau. Conséquences : la paupérisation des Burundais a presque triplé entre février et octobre de l'année dernière pour atteindre 3 millions de personnes, selon une étude d'organisations internationales, qui indiquent que, pour survivre, ce quart de la population burundaise compte sur une assistance humanitaire, le vol dans les champs ou la mendicité. Une anomalie de la pluviométrie liée au phénomène Niño a aussi aggravé la situation créée par l'impasse politique. Mais à Bujumbura, le discours officiel est que « tout va bien » et que l'économie n'est pas en crise, alors que le pays est aujourd'hui presque le plus pauvre du monde devant seulement le Malawi et le Soudan du Sud.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});